

Saint-Antoine-de-Tilly, le 14 juillet 2015

Objet : Le Québec doit investir dans l'avenir et non dans un secteur dont les beaux jours sont révolus

Monsieur le Ministre,

À titre de groupe citoyen ayant pour mission de protéger et renforcer la qualité de vie dans notre milieu, nous tenons à exprimer notre vive inquiétude relativement aux activités existantes et projetées de transport d'hydrocarbures dans notre région, ainsi qu'à la possibilité que la nouvelle politique gouvernementale ouvre la voie à l'exploration et à l'exploitation des gaz de schiste.

La MRC de Lotbinière est en première ligne pour subir les pires conséquences de tous les risques présents et potentiels associés à ces activités :

- Elle est traversée par une voie ferrée où la circulation de wagons-citernes est déjà fort préoccupante. Vous pouvez imaginer le désarroi que la population a éprouvé en apprenant que 220 wagons-citernes s'ajouteront quotidiennement quand le terminal Chaleur de Belledune sera achevé.
- Ses municipalités riveraines sont exposées au risque de marée noire associé à la circulation croissante de pétroliers au large de ses côtes. On sait que cette circulation s'accroîtra encore dès que la ligne 9b d'Enbridge sera inversée et que les navires de la coentreprise du Groupe Desgagnés et de Valero, Transport Maritime Saint-Laurent inc., commenceront à circuler pour amener le pétrole brut de Montréal à Lévis. Le risque serait encore multiplié d'une manière que nous jugeons extrêmement inquiétante si le pipeline Énergie Est était construit et traversait le Saint-Laurent à quelques kilomètres des limites de notre MRC. À cause des marées, plusieurs des municipalités de la MRC de Lotbinière seraient en première ligne pour devenir victimes d'une marée noire dévastatrice en cas de déversement.
- En ce qui concerne le gaz de schiste, le président de l'Association pétrolière et gazière du Québec (APGQ) a indiqué l'automne dernier que selon lui, le moment serait venu de lancer des projets pilotes d'extraction afin de démontrer à quoi ressemblerait une production industrielle à grande échelle dans les basses terres du Saint-Laurent. Il a également précisé que Bécancour et Lotbinière seraient vraisemblablement les premières cibles. À notre indicible surprise, ni vous, monsieur le Ministre, ni le premier ministre Philippe Couillard n'avez depuis ce temps donné quelque indice que ce soit de votre opposition à un tel projet – au contraire. Et ce, malgré un rapport accablant du BAPE, où les répercussions dévastatrices de ce type d'exploitation ont été répertoriées.

Plus globalement, nous estimons que les risques cumulés de toutes les activités existantes et de tous les projets envisagés constituent une menace à la qualité de vie de l'ensemble des Québécois et à la viabilité économique du Québec lui-même, compte tenu notamment des risques déraisonnables auxquels l'eau potable de la vaste majorité de la population serait exposée.

Permettez-nous de vous rappeler, Monsieur le Ministre, que le premier rôle d'un gouvernement est d'assurer la sécurité de la population. Nous ne vous demandons pas des réponses rassurantes quant aux précautions de sécurité qui seront prises pour atténuer les menaces. Nous

vous demandons des décisions qui empêcheront, à la source, les dites menaces d'exister. Le Québec doit investir dans l'avenir, c'est-à-dire dans des énergies propres et renouvelables, et non dans un secteur dont les beaux jours sont révolus depuis quelque temps déjà.

Veillez recevoir, Monsieur le Ministre, l'expression de notre considération.

Le Conseil de Saint-Antoine-de-Tilly – Milieu de vie

Irène Dupuis, présidente du Conseil, femme d'affaires, enseignante à la retraite

Pierre Marchildon, ingénieur, cadre supérieur de la Commission canadienne de sûreté nucléaire à la retraite

Béatrice Riché, agronome, maîtrise en environnement de l'Université d'Oxford (Angleterre)

Jacques Boucher, professeur de droit, secrétaire général et doyen de l'Université de Montréal à la retraite

Marc Ferland, économiste, administrateur d'État à la retraite au ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation du Québec

Carole Dupuis, consultante en planification stratégique et en communication

Josée Cloutier, enseignante

Rémy Brochu, entrepreneur et producteur forestier

Claude Désy, Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval